



## **DECLARATION LIMINAIRE CDEN HAUTE-VIENNE JEUDI 10 NOVEMBRE 2022**

Hier sanitaire, aujourd'hui énergétique, la situation de crise est devenue le quotidien de nos établissements scolaires. Si ni l'éducation nationale, ni les collectivités locales ne sont responsables de ces crises, il est de leur devoir d'en atténuer autant que possible les conséquences.

En cette rentrée des vacances d'automne et lors du rafraichissement de fin septembre, nous avons senti les gestionnaires frileux dans l'usage du thermostat, redoutant certainement les difficultés à venir dans l'équilibre de leur budget. Les élèves et les collègues connaissent déjà des dégradations de leurs conditions de travail dans bien des domaines. Quand sera-t-il pour les conditions de température ? En CHSCT-A, il a été précisé, qu'il n'y avait pas de température plancher en deçà de laquelle on ne serait plus censé ouvrir un établissement. L'UNSA éducation souhaite donc s'assurer que le département a bien inscrit dans la liste de ses priorités, les conditions d'apprentissage de notre jeunesse et d'exercice des personnels.

S'il est un sujet central de l'instance qui nous réunit aujourd'hui, c'est bien celui des élèves en situation de handicap et des personnels chargés de leur accompagnement. Sujet central, car même si on constate chaque jour les difficultés d'une telle organisation, la collectivité locale est chargée de notifier les besoins et l'éducation nationale de fournir les moyens pour répondre à ces besoins. Force est de constater que le compte n'y est pas et même de moins en moins. Les notifications non couvertes se comptent aujourd'hui en centaines d'heures, la mutualisation anarchique des moyens AESH se multiplie pour apporter un semblant de réponse à des situations d'urgence, l'appellation « faute de place » devient le premier critère d'affectation, et que dire des conditions de travail, de formation et de rémunération de nos collègues AESH. Le constat est alarmant, et une fois de plus, élèves, familles, personnels se retrouvent dans des situations de grande souffrance. L'Unsa-éducation a choisi de faire de ce sujet une priorité, en organisant dès le 15 novembre prochain, une journée nationale consacrée au thème de l'inclusion. Notre ministère va-t-il continuer à se targuer de quelques recrutements annuels d'AESH, ou prendre conscience de l'ampleur des difficultés et de la menace qu'elles font peser sur le légitime projet d'une société inclusive ?

De même, les classes de collège à 30 élèves se multiplient, même pour des classes de 6<sup>ème</sup> pour lesquelles tout le monde connaît le besoin important d'individualisation au cours de cette année de transition. Si bien évidemment ces effectifs entraînent une dégradation des conditions d'apprentissage, nos établissements sont même confrontés à des problématiques matérielles. Les salles de classe devenant trop petites dès lors qu'un ou deux élèves sont accompagnés de leur AESH, ou que des élèves d'ULIS ou SEGPA sont en inclusion individuelle. Il n'est bien entendu pas question de faire porter la responsabilité de cette situation à la collectivité locale concernant la taille des classes, c'est uniquement la question des effectifs par classe qui est soulevée ici.

Un mot encore sur les DGH de nos collègues. Les heures de marges en cette rentrée se sont encore réduites. Comment le ministère peut-il prétendre donner de l'autonomie aux établissements quand les équipes n'ont plus la possibilité d'aménager leurs répartitions d'heures autrement que sur des horaires planchers ? Quelle solution reste-t-il ? Supprimer le latin, les LV2, ne plus offrir aucun dédoublement ? Ce phénomène déjà en cours, n'est pas nouveau et va continuer de s'accroître au détriment de la qualité des choix ouverts à nos enfants. C'est proprement scandaleux.

Avant de conclure, nous souhaitons aussi évoquer la situation de nos collègues agents, qui après avoir fait preuve d'un engagement professionnel sans faille au service des usagers lors de la crise sanitaire, connaissent dans de nombreux établissements des difficultés en raison des postes non pourvus. Le cycle infernal, postes non pourvus, surcharge de travail des agents en poste, épuisement, arrêts maladies, doit être rapidement brisé.

Oui, à bien des niveaux, le constat de l'Unsa-Education est celui d'une situation de crise inédite. Le déficit d'attractivité sans précédent des métiers de l'enseignement et plus généralement de tous les métiers en rapport avec l'éducation, est un indicateur fort de cette situation de crise.

Dans ces périodes difficiles, où nous devons être prêts collectivement à bien des sacrifices, pour l'Unsa-Education, celui de notre jeunesse serait simplement inacceptable.

Pour répondre à cette exigence et malgré les difficultés économiques des collectivités locales, notre département pourra-t-il maintenir, voire accroître ses engagements en matière de soutien à la scolarité et péri-scolarité des collégiens ? (Fonds sociaux, aide à l'accès à la culture, aux transports vers des sites référencés, etc...)

Les années qui viennent nous obligent tous vis-à-vis de notre jeunesse, de nos enfants, de notre planète et de notre modèle éducatif. L'UNSA Education sera au rendez-vous pour défendre une conception globale de l'éducation qui intègre toutes ses dimensions, Ecole et éducation au sens large, formation professionnelle, éducation populaire, activités physiques et sportives, pratiques culturelles. Nous défendons l'idée qu'aucun enfant ne doit être laissé sur le bord du chemin et que chacun doit se voir garantis un socle commun de connaissances et de compétences à l'issue de sa scolarité obligatoire puis un droit à formation tout au long de sa vie, quel que soit son milieu ou son territoire d'origine.

